



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Développement urbain
- Marchés du travail

GEOGRAPHIES

- Machrek
- Afrique de l'Est

ORGANISATIONS

- FMI
- ASEAN

DEBATS SUR L'AIDE ■ Civil Society
Democratisation and Foreign Aid in Africa
■ Coopération pour le développement -
Rapport 2005 ■ L'aide au développement et
les autres flux Nord-Sud : complémentarité
ou substitution ?

A NE PAS MANQUER ■ Gouvernance
économique mondiale et conflits armés :
Banque mondiale, FMI et GATT-OMC
■ Perspectives de l'économie mondiale.
Mondialisation et inflation avril 2006
■ Sentiment de progrès » et croissance
économique

Editorial

Tunisie : cinquantenaire du CSP - De l'égalité au partenariat actif

*Promulgué le 13 août 1956 par l'ancien
Président Bourguiba, le Code du statut
personnel (CSP), avant-gardiste et
sans égal dans le monde arabe, visant
à établir l'égalité entre hommes et
femmes, a fêté son cinquantième
anniversaire.*

Le CSP, qui se réclame de l'Islam, n'a
jamais été remis en cause. Plusieurs
amendements l'ont renforcé, notamment
les mesures décidées en août 1992 par le
Président Ben Ali, destinées à promouvoir
la femme du statut de l'égalité à celui du
partenariat actif et à optimiser sa contribu-
tion à la concrétisation du projet de réfor-
me intégrale initié par la Tunisie.

Aujourd'hui, cinquante ans après la pro-
mulgation du CSP, les acquis sont incon-
testables : 58,1 % des étudiants du supé-
rieur sont des femmes et elles constituent
près du quart de la population active, tra-
vaillant dans tous les corps de métier
(armée, aviation civile ou militaire et
forces de l'ordre...). Elles représentent
72 % des pharmaciens, 42 % du corps
médical, 27 % des magistrats, 31 % des
avocats, 40 % des professeurs d'universi-
té. Elles disposent du droit de vote, sont
éligibles et largement représentées au
gouvernement, à la Chambre des dépu-
tés, aux conseils municipaux et dans les
instances judiciaires. Elles sont également
10 à 15 000 à être chefs d'entreprise.

A l'occasion du 50e anniversaire de la
promulgation du CSP, deux projets de loi
ont été annoncés, l'un destiné à renforcer
le droit au logement au profit de la mère
ayant la garde des enfants, l'autre à uni-
fier l'âge minimum du mariage en le fixant
à 18 ans pour les jeunes gens des deux
sexes. De leur côté, l'Association des
femmes tunisiennes pour la recherche et
le développement (AFTURD) et
l'Association tunisienne des femmes
démocrates (ATFD), faisant de l'égalité
en droit successoral leur cheval de
bataille, ont demandé l'application sans
réserve de la Convention internationale
pour l'élimination de toutes les formes de
discrimination à l'égard des femmes, rati-
fiée par la Tunisie. En effet, le droit isla-
mique prévaut en matière de succession,
accordant à l'homme une part double par
rapport à celle des femmes. Enfin, les
textes ne s'appliquent pas non plus facile-
ment en milieu rural où les filles, souvent
déscolarisées au profit des garçons, tra-
vaillent aux champs ou comme
employées de maison.

Ainsi, le principe de l'égalité hom-
mes-femmes sur le plan de la citoyenneté et
devant la loi est affirmé dans les textes
législatifs, mais « des discriminations
sexuelles subsistent malgré un demi-
siècle de lois sociales particulièrement
libérales », estiment ces associations.

*Malgré les avancées, il reste du che-
min à parcourir.*

Défis mondiaux

Développement urbain

L'ouvrage

Enjeux du développement urbain durable : transformations urbaines, gestion des ressources et gouvernance

Da Cunha, A. ; Knoepfel, P., 2005, 471 p. - **Cote U2.127**

Inventions humaines, les villes constituent des miroirs du changement. Les espaces urbains sont au cœur des processus de globalisation, de transformation technologique et de recomposition économique et sociale des territoires. La qualité de leur cadre de vie, l'organisation des mobilités et l'agencement de leurs formes, les incidences environnementales de leur métabolisme, mais aussi leur gouvernance, constituent des enjeux d'une brûlante actualité. La ville n'est pas durable, mais elle peut contribuer à la durabilité. Comment inventer les villes de demain ? L'analyse des transformations urbaines récentes suggère une question majeure : comment rendre la ville supportable pour la nature et l'environnement urbain viable pour l'homme ? Cette publication collective a pour objectif d'analyser les problématiques et les enjeux relatifs aux transformations des espaces urbains à l'aide du concept de développement urbain durable. Elle montre de quelle façon cette notion permet de renouveler le questionnement sur les formes, les structures et les dynamiques urbaines. L'éco-urbanisme pose de manière centrale les questions du dialogue entre les acteurs de la ville et de leur participation à la conception et à la mise en œuvre du projet urbain. Cette publication propose aussi un nouveau cadre d'analyse fondé sur la combinaison des politiques publiques et des droits de propriété permettant de dégager des pistes pour mieux gérer les ressources environnementales. Enfin, elle explore les enjeux des régulations politiques et institutionnelles dans les villes, sous l'angle du développement urbain durable et de la gouvernance.

Le rapport web

La gestion des ordures ménagères dans les villes secondaires du Sénégal. Vers des politiques municipales incluant les quartiers périphériques

Rouyat, J. ; Broutin, C. ; Rachmul, V. ; Gueye, A. ; Torrasani, V. ; Ka, I., 2006, 91 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19588

La gestion des déchets ménagers solides est un défi majeur pour les municipalités sénégalaise qui rencontrent d'importantes difficultés pour assumer correctement ce service. En effet, une partie importante du territoire urbain demeure peu ou pas desservie par les dispositifs de collecte et les initiatives privées ou associatives de pré-collecte restent insuffisamment articulées avec le service communal. Par ailleurs, la privatisation complète du service ne résout pas la question des quartiers populaires. Dès lors, sur quelles bases fonder des politiques communales cohérentes et efficaces ? Cette publication est le fruit d'une capitalisation d'expériences menée par le GRET, LVIA et Pacte. Elle analyse les conditions de viabilité des systèmes de pré-collecte et des dispositifs municipaux de gestion des ordures ménagères, dans onze villes secondaires du Sénégal. Elle formule des recommandations sur la gestion de la filière, son organisation générale et sur les relations entre les différents acteurs.

L'article

Un monde de villes

Pezzini, M., L'Observateur de l'OCDE, n° 255, pp. 39-41, mai 2006 - **Cote ART.20**

Le XXème siècle a été l'ère de l'urbanisation. En 1914, seulement 14 % de la population mondiale vivait en ville, contre environ 50 % aujourd'hui. En 1950, 83 villes compaient plus d'un million d'habitants, contre 400 en 2000. Aujourd'hui les mégapoles de plus de 10 millions d'habitants ne sont pas rares. En 2015, il y en aura plus de 20. Affaires, familles, écologie, transports, environnement, architecture : les villes sont aujourd'hui les théâtres de l'économie et du pouvoir, en d'autres termes, de la politique.

Défis mondiaux

Marchés du travail

L'ouvrage

La migration des emplois vers le Sud

Institut de recherche pour le développement, 2006, 192 p. - Cote H5.100

Les progrès réalisés dans le domaine des transports, de l'information et de la communication ont permis de diversifier les stratégies d'implantation des entreprises et se traduisent par des mouvements de création et de suppression d'emplois dans des lieux différents. Ce phénomène, qui suscite de nombreuses inquiétudes dans les pays industrialisés, est beaucoup plus complexe que ne le laisse supposer le débat politique et social en référence auquel a été retenu ici le terme de migration des emplois (en écho au débat sur les migrations internationales). Si l'évaluation des conséquences sur le travail et l'emploi au Nord a suscité de nombreux travaux, cette question est mal connue dans les pays du Sud. Les études de cas présentées ici, qui portent sur le Maroc, l'Inde, l'Île Maurice et le Viêt-Nam, contribuent à l'enrichir. Au-delà des spécificités propres à chaque cas, elles se rejoignent sur un certain nombre de constats, dans leur analyse des effets des stratégies des entreprises étrangères sur le travail et l'emploi.

Le rapport web

Marché du travail urbain et pauvreté en Afrique subsaharienne : un modèle d'analyse

Zerbo, A., 2006, 33 p.
Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19535

Cette étude examine la capacité des économies locales à réduire significativement la pauvreté par la création d'opportunités d'emplois décents. Elle permet d'appréhender l'offre de travail local dans sa dynamique et de cerner les changements sur le marché du travail urbain en cas de chocs économiques et démographiques. De ces analyses, il ressort notamment que les politiques de relance des économies urbaines devront être soutenues par des stratégies de réduction de la pauvreté afin de limiter les effets pervers de la privation de capacités sur la croissance économique. Par ailleurs, le succès de la relance des économies

L'AGENDA

- 13-14 septembre 2006 - Réunion annuelle des experts du développement durable, OCDE, Paris, France
- 18-23 septembre 2006 - Colloque populations et travail : dynamiques démographiques et activités, AIDELF, Aveiro, Portugal
- 18-24 septembre 2006 - Africités 2006 - 4ème Sommet africain des collectivités locales, PDM, ALGAR, Nairobi, Kenya
- 19-21 septembre 2006 - Biodiversité et coopération européenne au développement, IUCN, Paris, France
- 18-22 septembre 2006 - Colloque fossé numérique et document numérique, Fribourg, Suisse

urbaines passe par des mesures d'amélioration des niveaux de vie dans les milieux ruraux pour éviter une précarisation persistante de l'emploi urbain liée aux effets pervers de l'exode rural.

L'article

La création d'emplois par les investissements directs étrangers (IDE) au Maroc : un rapport limité à la réduction du chômage et des flux migratoires

El Wazani, Y. ; Souaf, M., Autrepart, n° 37, pp. 19-35, 2006

La politique du Maroc favorisant les investissements étrangers conduit à s'interroger sur leur impact économique. Ces IDE ont-ils contribué à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois, au développement des structures productives ? Des enquêtes ont été menées auprès d'organismes régionaux d'investissement créés spécialement pour la promotion des investissements au Maroc. Les auteurs ont donc cherché à montrer les effets de l'investissement étranger sur la structure des emplois au Maroc, sur la lutte contre l'immigration des cerveaux et l'immigration clandestine. Une analyse des emplois créés par les investissements étrangers au Maroc a été faite et, dans le même temps, ces mêmes emplois ont été rapportés aux flux migratoires de marocains vers les pays du Nord. Il résulte que la contribution des IDE au Maroc a été modeste au cours de la dernière décennie. La migration vers les pays du Nord constitue une contribution autrement plus importante à l'emploi des travailleurs marocains.

Géographies

Machrek

L'ouvrage

Le Liban contemporain : histoire et société

Corm, G., 2005, 342 p. - Cote PLB.004

L'histoire du Liban contemporain, objet de convoitises des puissances régionales et internationales depuis trois siècles, reste mal connue. Souvent écrite en fonction de la géopolitique internationale qui interdisait, selon l'auteur, de cerner la réalité complexe d'une société marquée par l'interpénétration de l'islam et du christianisme depuis treize siècles, elle donne lieu à de nombreux clichés, exploités pour stimuler la fièvre destructrice qui, entre 1975 et 1990, s'est emparée du pays, pris dans les affres du conflit israélo-arabe et de la guerre froide. De « Suisse du Moyen-Orient », le Liban est devenu alors une sorte de repoussoir, archétype des situations de fragmentation et de communautarisation d'une société. Dans cet ouvrage, George Corm tente de décrypter l'histoire du Liban depuis son ouverture sur l'Europe au 17^{ème} siècle jusqu'au début du 21^{ème}. Il invite à réfléchir sur les phénomènes communautaires, en analysant le jeu complexe des facteurs endogènes et exogènes dans l'évolution historique du pays.

Le rapport web

Profil pays Jordanie (2005)

FEMISE, 2006, 139 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19678

Au cours des quinze dernières années, la Jordanie s'est engagée dans une réforme économique importante (ajustements structurels et libéralisation). Toutes les mesures prises ont-elles été suffisantes pour assurer le succès de cette réforme, tant les difficultés de ce pays sont nombreuses ? Ces difficultés sont liées à un environnement géographique défavorable et/ou à la faiblesse de son économie et de son système de gouvernance. Les réformes économiques ont commencé à la fin des années 1980, parallèlement au processus de démocratisation. Dans le premier chapitre, la dimension sociopoli-

tique de la démocratisation est prise en compte pour mieux comprendre les succès et les échecs des réformes orientées vers une économie de marché. Les deuxième et troisième chapitres traitent des problèmes macro-économiques et tentent de montrer comment l'économie jordanienne a évolué. Les quatrième et cinquième chapitres traitent enfin du commerce extérieur et du capital humain. Si des progrès ont été enregistrés en matière d'emploi et de productivité du travail, ils demeurent néanmoins insuffisants dans ces deux domaines.

L'article

2007 : année zéro pour la Méditerranée ?

Abis, S., *Futuribles*, n° 321, juillet-août 2006, pp. 47-65 - Cote ART.33

L'auteur, spécialiste de la Méditerranée, fait le point sur la coopération euro-méditerranéenne et ses évolutions possibles. Après une présentation du Partenariat euro-méditerranéen (PEM), lancé à Barcelone en 1995, il montre combien les promesses qu'il comportait ont fait long feu et combien les désillusions sont grandes chez les partenaires méditerranéens de l'Union. Il souligne aussi, outre les changements de contexte géopolitique survenus depuis dix ans, les difficultés inhérentes à la Méditerranée ainsi que les disparités qui y subsistent. L'auteur propose enfin cinq scénarios possibles pour l'avenir des relations euro-méditerranéennes, allant de l'enlisement à la coopération vertueuse, mais craignant néanmoins que l'enlisement ne finisse par l'emporter, tant l'Union européenne manifeste peu d'entrain pour aider véritablement ses voisins du Sud.

Géographies

Afrique de l'Est

L'ouvrage

Exporter en Afrique de l'Est

Alland, J.-F. ; Moreau, J.-F., 2005, 604 p. - **Cote ZAE.004**

Cet ouvrage présente les marchés d'Afrique orientale et souligne les connaissances requises pour exporter dans ces pays : points de repères culturels, géopolitiques et économiques (politique économique, investissements étrangers, réglementation, pratiques commerciales, paiements, consommation, implantation... Les entreprises françaises y ont déjà créé 45 filiales locales, mais selon les auteurs, elles y sont encore trop peu présentes. Les opportunités ne manquent pourtant pas sur ces marchés où l'intégration économique régionale progresse dans tous les pays de la zone, avec notamment la première zone de libre-échange du continent africain, l'union douanière de l'EAC.

Le rapport web

The Status and Distribution of Freshwater Biodiversity in Eastern Africa

Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, 2005, 48 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 18142

En Afrique de l'Est, la biodiversité des écosystèmes d'eau douce est exceptionnelle et d'une grande importance au niveau régional, en termes de moyens de subsistance et d'économie. Néanmoins, les activités de développement ne sont pas toujours compatibles avec la conservation de cette diversité. Le problème est insuffisamment pris en compte dans le processus de planification du développement du fait notamment de l'absence d'informations accessibles sur le statut et la répartition des taxons des eaux continentales. Cherchant à pallier ce problème, le Programme d'évaluation de la biodiversité des eaux douces de la Commission de sauvegarde des espèces (SSC) de l'Union pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) a procédé à l'évaluation régionale de plus de 1600 taxons de poissons, mollusques, odonates et crabes d'eau douce au Burundi, au Kenya, au

L'AGENDA

- 5-7 septembre 2006 - Salon méditerranéen du voyage, Le Caire, Egypte
- 5-8 septembre 2006 - 18ème réunion des ministres des Finances de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), Hanoï, Vietnam
- 14 septembre 2006 - Sommet Europe Asie, Helsinki, Finlande
- 18-20 septembre 2006 - Mondial du sucre et de l'éthanol, Pékin, Chine
- 28-30 octobre 2006 - Rencontre régionale préparatoire à la conférence internationale sur la montagne, APMM, Nairobi Kenya
- 30-31 octobre 2006 - ASEAN-China Commemorative Summit - ASEAN/BERC (Bureau of External Relation), Nanning, Chine

Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda. L'amplitude des répartitions a été cartographiée pour la majorité des espèces et pourra être utilisée dans le cadre des processus de planification du développement et de la conservation.

L'article

Sos Enfants : Corne de l'Afrique

Sos Enfants, n° 3, 2006, 6 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19543

La sécheresse actuelle sévissant dans les cinq pays de la Corne de l'Afrique est nettement plus sévère que celle de 1999-2000. L'ONU estime que 16 millions de personnes, dont 4 millions d'enfants de moins de cinq ans, sont directement menacés. Malgré l'arrivée tardive de la pluie, plusieurs milliers de ces enfants pourraient mourir dans les mois qui viennent. Marginalisés depuis l'époque coloniale, les familles des bergers sont les plus vulnérables, les zones pastorales manquant d'écoles et d'hôpitaux. La solution envisagée pour lutter contre ce fléau serait la mise en place de structures itinérantes, à l'instar de l'Ethiopie, où le taux de mortalité chez les enfants a chuté depuis 2000, avec 2,1 % de patients contre 60 % auparavant dans les centres nutritionnels.

Organisations

FMI

L'ouvrage

Enemigos : confessions d'un homme clé du FMI

Tenembaum, E., 2006, 334 p. - **Cote R2.088**

Cet ouvrage est le fruit d'une discussion acharnée de plus de quatre mois par courriers électroniques. Sujet du débat ? Le FMI et le dogme religieux qui habite littéralement chacun de ses fonctionnaires... Le capitalisme, bien sûr, et sa cohorte de lois sur l'économie qui ont conduit des régions entières du monde au chaos le plus total. D'un côté, Ernesto Tenembaum, journaliste argentin de gauche de renommée internationale, sans concession, accuse le FMI d'avoir ruiné en toute conscience les pays en voie de développement. De l'autre, Claudio Loser, l'un des plus hauts fonctionnaires du FMI, inébranlable dans ses convictions libérales. Avec une certaine gêne, il brise néanmoins des tabous et concède que le FMI - qu'il compare au Parti communiste de l'Ex-URSS ou au Vatican - a provoqué des dégâts certains sur des pays sommés de s'ouvrir à l'économie de marché. Pourtant, il reste persuadé de l'utilité de cette institution, le « bouc émissaire » trop facile des erreurs des dirigeants nationaux. Deux visions du monde qui s'affrontent, deux hommes qui aspirent sincèrement au bonheur de tous.

Le rapport web

Une stratégie à moyen terme pour le FMI : relever le défi de la mondialisation

FMI, 2006

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19657

En prenant les rênes de l'institution en juin 2004, le directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, a lancé un examen stratégique sur la meilleure façon de redéfinir le rôle de l'institution. Un premier rapport sur cette question a été publié en septembre 2005, suscitant un vif débat interne et public sur la mission de l'institution et sur les changements nécessaires pour mener à bien cette mission. Depuis lors, beaucoup de travail a été fait pour expliciter les idées énoncées dans cette stratégie. La priorité est désormais accordée à la mise en œuvre, et un nouveau rapport du

directeur général, examiné par le CMFI lors de sa réunion du printemps le 22 avril, formule des propositions concrètes pour avancer dans ce dossier. Les propositions énoncées dans le nouveau rapport portent sur les questions suivantes : nouvelles orientations de la surveillance ; évaluation du rôle du FMI dans les pays à marché non émergent ; présence plus efficace dans les pays à faible revenu ; gouvernance du FMI ; renforcement des capacités ; rationalisation des procédures ; budget à moyen terme. Ces questions seront débattues lors de l'assemblée annuelle qui se tiendra à Singapour en septembre prochain.

L'article

Opinion : IMF Reform

Pisany-Ferry, J. ; Sapir, A., 2006, 2 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19663

En avril 2006, l'accentuation croissante des déséquilibres de balances courantes et la menace que ceux-ci représentent pour la stabilité de l'économie mondiale ont convaincu le Comité Monétaire et Financier International (CMFI - l'organe de supervision du FMI) de la nécessité de réformer en profondeur la mission et la gouvernance du Fonds. Le CMFI s'est aussi mis d'accord sur le besoin « d'une répartition équitable des voix et des quotes-parts de tous les membres ». Des propositions concrètes sur ce point sont attendues pour la réunion annuelle du FMI à Singapour en septembre 2006. Il est crucial pour l'économie internationale que soit mis en place un système de surveillance multilatérale où tous les principaux acteurs soient représentés et dans lequel ils ont confiance. L'Europe doit donc prendre l'initiative dans les discussions sur la réforme du FMI. Les pays de la zone euro devraient dès que possible y unifier leur représentation et proposer que leurs voix soient proportionnelles à leur poids économique. Elle libérerait également des sièges et des votes pour les pays asiatiques qui sont actuellement sous-représentés, permettant ainsi que l'Asie sorte d'une attitude de méfiance à l'égard des institutions financières internationales.

Organisations

Asean

L'ouvrage

L'UE et l'ASEAN : mondialisation et intégrations régionales en Europe et en Asie

Kermarec, B., 2003, 301 p. - **Cote ZSE.049**

L'Asie-Pacifique est plus que jamais présente sur la scène économique et politique. L'intérêt de l'Europe est de coopérer. C'est la raison pour laquelle les liens entre l'Union Européenne (UE) et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ne peuvent être ignorés. Ils sont indissociables d'un système international caractérisé par des dynamiques causales révolutionnaires : le management international des firmes, l'unification économique régionale, les communautés humaines supranationales, les nouvelles technologies... modifient radicalement le monde de ce début de siècle. Mais les connexions ne se déroulent pas sans heurts : l'écologie, les conditions de travail, les Droits de l'Homme sont porteurs de menaces de segmentations qu'il est possible de surmonter par la reconnaissance des particularités. A la lumière d'une approche juridique, économique, historique et sociologique, l'auteur analyse les relations entre l'UE et l'ASEAN, la manière dont elles s'organisent, leur avenir et leur place dans l'écheveau d'interactions planétaires.

Le rapport web

Annual report 2004-2005

ASEAN, 2006, 100 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19541

Ce rapport annuel nous présente les différentes décisions prises par l'ASEAN au cours des années 2004-2005. Ainsi, dans le cadre de l'accord de Bali II, les pays membres ont décidé de mettre en place une communauté économique, socioculturelle et sécuritaire. L'ASEAN contribue à maintenir un climat de paix et de sécurité en luttant notamment contre le terrorisme, la corruption, le blanchiment d'argent, les trafics de drogues et l'immigration clandestine. Elle a développé depuis 2004 la coopé-

L'AGENDA

- 9-10 septembre 2006 - Réunion du G20, pays émergents, Rio de Janeiro, Brésil
- 11-16 septembre 2006 - XIVème Sommet des pays non-alignés, La Havane, Cuba
- 14 septembre 2006 - Third ASEAN Finance Ministers' Investors Seminar - ASEAN/BEIF (Bureau for Economic Integration and Finance), Hong Kong, Chine
- 19-20 septembre 2006 - 55ème Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, Singapour
- 25-26 septembre 2006 - Forum public de l'OMC : quelle OMC pour le XXIème siècle ? Genève, Suisse
- 28-29 septembre 2006 - XIème Sommet de la francophonie, Bucarest, Roumanie

ration entre les différents pays membres. L'ASEAN met progressivement en place un marché unique qui s'achèvera d'ici 2020. La coopération financière se construit également avec le développement de marchés de capitaux et de libéralisation des services. Des politiques sont mises en œuvre pour améliorer le système de santé et le système éducatif. Des actions sont également entreprises dans le développement rural et la lutte contre la pauvreté.

L'article

Europe-Asie, le XXIe siècle

Milliot, D. M., Outre-Terre, Vol. 6, 2004, 14 p. - **Cote ART.29**

Dans cet article, l'auteur analyse dans une première partie, la structuration progressive des relations Europe-Asie. Il examine le rôle précurseur des relations UE-ASEAN, puis l'ASEM, une forme nouvelle de dialogue et de coopération. La deuxième partie est une réflexion sur les conséquences du 11 septembre 2001 et le renforcement de la complémentarité. Une troisième partie s'interroge sur une vision géopolitique euro-asiatique. De nombreux observateurs restent néanmoins dubitatifs quant à la capacité combinée de l'Europe et de l'Asie à développer une vision commune et à peser réellement sur le cours des choses. Mais le resserrement des liens observés entre l'Asie orientale, l'Asie du Sud et l'Asie de l'Ouest avec l'Asia Cooperative Dialogue, simultanément à une poussée de l'Europe vers l'Est, semble préfigurer la constitution d'un espace d'échange privilégié entre Europe et Asie.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Civil Society Democratisation and Foreign Aid in Africa

Robinson, M., 2005, 50 p. - Cote R3.146

Ce papier fait brièvement état des dernières avancées des débats menés sur le rôle de la société civile dans le processus de démocratisation en Afrique. S'appuyant sur des études de cas relatives à l'Ouganda et à l'Afrique du Sud, il examine l'influence de la société civile sur la politique des gouvernements et la législation. L'étude se penche également sur l'impact de l'aide étrangère sur la politique et la gouvernance interne des organisations de la société civile dans le but de déterminer dans quelle mesure celles-ci sont modelées par l'aide venant de l'extérieur.

Le rapport web

Coopération pour le développement - Rapport du CAD 2005

OCDE, 2006, 283 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19227

Ce rapport propose des statistiques et des analyses sur les tendances les plus récentes en matière d'aide internationale. L'édition de cette année revient en particulier sur les questions du volume et de l'efficacité de l'aide qui ont occupé une place centrale dans les débats sur le développement en 2005. Dans le premier chapitre, le président du CAD exprime ses réflexions sur les progrès accomplis en 2005. Il évoque les discours concernant l'augmentation du volume et de la qualité de l'aide et fait le point sur leurs chances d'aboutir. Enfin, il souligne l'importance d'une action dans deux domaines essentiels : le renforcement des capacités des pays en développement et l'égalité des sexes. Le deuxième chapitre fait la synthèse des travaux du CAD relatifs à une croissance favorable aux pauvres. Le troisième chapitre fournit un compte rendu du Forum de haut niveau de Paris sur l'efficacité de l'aide. Le quatrième chapitre décrit, dans leurs grandes lignes, les programmes d'aide de tous les membres du CAD et fournit également

L'AGENDA

- 8 septembre 2006 - Réunion du Haut comité consultatif sur la gestion des catastrophes de grande ampleur, OCDE, Paris, France
- 12 septembre 2006 - Examen de l'aide des Pays-Bas, CAD / OCDE, Paris, France
- 18 septembre 2006 - Comité du Développement, Banque mondiale, Singapour
- 3 -5 octobre 2006 - Mesure de la production non-marchande dans le domaine de l'éducation et de la santé (Measurement of Non-Market Output in Education and Health), atelier organisé par la Direction des Statistiques de l'OCDE, le Royaume-Uni et la Norvège, Londres, Royaume-Uni

quelques informations sur ceux d'autres donateurs non membres de l'OCDE. Enfin, le cinquième chapitre apporte un éclairage nouveau sur la coopération technique.

L'article

L'aide au développement et les autres flux Nord-Sud : complémentarité ou substitution ?

Cogneau, D. ; Lambert, S., 2006, 50 p. - Cote ART.27
Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19566

L'article s'inscrit dans une réflexion générale sur la cohérence des politiques suivies par les pays du nord dans leurs relations avec les pays du sud. Il s'interroge sur les interactions entre les politiques d'aide, les politiques commerciales, les investissements directs étrangers et les flux de migrations sud-nord. Pour l'essentiel, il est consacré à la question de savoir si l'aide est allouée à des pays qui bénéficient ou pâtissent des autres politiques considérées. Il apparaît que, dans un contexte de forte polarisation des échanges commerciaux et des flux de capitaux ainsi que de politiques migratoires biaisées en faveur du travail qualifié, l'aide publique au développement revêt de plus en plus un rôle de compensation des autres flux qui relient les pays développés et les pays en développement, alors même que son poids relatif et donc son pouvoir de compensation ont diminué. L'identification empirique de l'existence d'une complémentarité positive entre l'aide et les autres politiques du nord apparaît comme particulièrement difficile.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Gouvernance économique mondiale et conflits armés : Banque mondiale, FMI et GATT-OMC

Kauffmann, M. ; 2006, 328 p. - Cote E3.149

La « gouvernance économique mondiale » actuellement en construction ne saurait être équilibrée sans une prise en compte adéquate des conflits armés. Or, les études économiques considèrent trop souvent la paix comme une donnée acquise : les politiques économiques, notamment celles recommandées par les organisations économiques internationales (OEI), sont évaluées sans lien avec la sécurité militaire. Ainsi, les OEI, du fait de leur mandat spécialisé, de son interprétation et de la Guerre froide, ont exclu de leur champ d'action les dépenses d'armement et le commerce des armes, et n'ont pu favoriser le désarmement : les institutions financières internationales ont, au contraire, financé directement ou indirectement les dépenses militaires de plusieurs pays, dictatures y compris. Organisée par le GATT puis l'OMC, la libéralisation des échanges a été différenciée entre les domaines civil et militaire, encourageant l'instrumentalisation de l'industrie militaire dans la poursuite d'objectifs économiques civils. De plus, la mondialisation, aux conséquences socio-politiques désastreuses en l'absence de coopération internationale, a certes été encadrée par des OEI, mais ces dernières n'ont pris en compte ni les relations de pouvoir ni l'aspect social des politiques économiques (notamment les programmes d'ajustement structurel), susceptibles d'exacerber les tensions internationales ou ethniques, comme le montrent des études quantitatives.

Le rapport web

Perspectives de l'économie mondiale. Mondialisation et inflation avril 2006

FMI, 2006, 295 p.

Disponible en pdf sur la base SCHERZO, fiche n° 19676

Le rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale présente l'analyse et les projections économiques des services du FMI à l'échelle mondiale, pour les principaux groupes de pays (classés selon la région, le niveau de

développement, etc.) et pour de nombreux pays. Il met l'accent sur les principales questions de politique économique et sur l'analyse de l'évolution et des perspectives économiques. Il est généralement préparé deux fois par an, comme document de référence pour les réunions du Comité monétaire et financier international, et constitue le principal outil du FMI pour ses activités de surveillance de l'économie mondiale.

L'article

« Sentiment de progrès » et croissance économique

Kota, I., Problèmes Economiques, 2006, pp. 45-47 - Cote ART.29

A l'heure où, dans les sociétés modernes, certaines valeurs comme l'équité ou la tolérance semblent menacées, Benjamin Friedman, professeur à Harvard, soutient la thèse selon laquelle la croissance économique a une incidence positive sur la morale et aiderait à en promouvoir les valeurs. L'existence d'une relation entre le monde matériel et la morale que l'on retrouve dans des analyses théoriques de A.Smith et J.Rawls est donc réaffirmée. L'auteur de cet article précise toutefois que cette relation n'est valide qu'à la condition que la croissance ne soit plus considérée comme la seule augmentation du PIB qui n'affecte qu'une catégorie de privilégiés mais comme une progression certaine des revenus médians de la majorité de la population. C'est seulement dans ce cas qu'un « sentiment de progrès » est partagé par l'ensemble des individus.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : forêt, blanchiment
- GEOGRAPHIES : Chine, DOM-TOM
- ORGANISATIONS : PNUD, francophonie

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos • Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord-Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Annie LOPEZ-PORTZERT, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43